NAIROBI, Kenya, 28 septembre (Infosplusgabon) - Le député de l'opposition, Babu Owino, a été libéré ce jeudi après quatre jours de détention dans les locaux de la police où selon ses dires, il aurait été torturé et soumis à d'autres traitements cruels pour l'intimider.

L'opposant et dirigeant du mouvement étudiant à l'Université de Nairobi, Owino, de son vrai nom Paul Ongili, a été arrêté pour avoir traité le président Uhuru Kenyatta de "fils de chien", ce qui lui des poursuites pour subversion.

Avant sa libération jeudi, la police a réprimé dans les rues de Nairobi, à coups de grenades lacrymogènes et de canons à eau, une manifestation estudiantine qui réclamait la liberté pour Owino, par ailleurs président de l'Union des Etudiants (SONU).

Owino a été accusé mardi d'incitation à l'aversion de la présidence par ses propos. Il a par la suite été libéré mercredi, avant d'être arrêté une seconde fois immédiatement après avoir quitté l'enceinte du tribunal.

Le leader de l'opposition, Raila Odinga s'est insurgé, mercredi, de la nouvelle arrestation d'Owino, un membre du Parlement, en déclarant qu'elle marquait le retour de la torture et de la persécution par l'Etat des opposants politiques.

Le leader de l'opposition avait auparavant déclaré, dimanche, devant des partisans de la National Super Alliance (NASA) à Nairobi que M. Kenyatta devait s'attendre à une révolution civile similaire à celles ayant renversé l'ex-dirigeant libyen, Mouammar Khadafi, Laurent Gbagbo et Yahya Jammeh de la Gambie.

L'avocat d'Owino, James Orengo, a déclaré devant le tribunal que les accusations contre son client ne voulaient rien dire puisque le terme présidence ne faisait référence à aucun individu ni tenant d'un poste en particulier, mais englobait pratiquement toute personne travaillant pour les services présidentiels.

M. Odinga a, pour sa part, déclaré que la National Super Alliance s'inquiétait fortement de la décision de l'Etat de ré-arrêter Owino, le député d'Embakasi East, peu après sa libération conditionnelle.

"Nous nous inquiétons que l'Etat ait recours à la persécution, au banditisme et à la torture dans une affaire où l'application et le respect de l'Etat de droit aurait suffi", a indiqué M. Odinga, dans un communiqué.

Owino a été arrêté, une nouvelle fois, peu après que le juge l'ait autorisé à être libéré après le versement d'une caution de 5000 dollars et d'une autre garantie de 10.000 dollars.

Le député kényan aurait été ré-arrêté pour une histoire de lutte pour le pouvoir à l'Université de Nairobi, où un groupe étudiant rival l'a accusé d'employer des méthodes violentes.

M. Odinga a estimé que rien ne justifiait que l'Etat ne présente pas ses griefs contre l'Honorable Babu Owino en une seule fois devant le tribunal.

"La ré-arrestation d'un député est un acte d'intimidation des membres du Parlement en vue de leur faire aligner leurs positions sur celle du pouvoir exécutif", a soutenu M. Odinga.

M. Odinga a affirmé que son alliance condamnait cet état de fait et exigeait qu'il y soit immédiatement mis fin. "Nous invitons le président Kenyatta à donner l'exemple et à s'assurer que la loi soit respectée et que l'Etat n'abuse pas des tribunaux et ne les utilise pas pour intimider des représentants du peuple et tous les autres citoyens", a-t-il conclu.

FIN/INFOSPLUSGABON/OPL/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon